

12 mai 2006 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Conférence de presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, notamment sur les relations Union européenne/Amérique latine et Caraïbes, la construction européenne et sur la situation en Haïti, à Vienne le 12 mai 2006.

LE PRESIDENT - Mesdames, Messieurs, je voudrais tout d'abord exprimer publiquement, au Chancelier SCHÜSSEL et à tous ses collaborateurs, ma reconnaissance et mon estime pour la qualité de son accueil et l'organisation de ce Sommet qui n'était pas facile, compte tenu du nombre des délégations, et qui a été assumé par les autorités autrichiennes avec beaucoup de qualité.

C'est la quatrième édition d'un processus qui a été le fruit, je vous le rappelle, d'une initiative qu'avaient prise l'Espagne et la France et qui a été lancée à l'occasion du Sommet de Rio, en accord complet avec le Brésil.

Je voudrais faire une ou deux remarques à l'issue de ce Sommet. D'abord, il y a eu une très forte participation, aussi bien du côté européen que du côté Amérique latine-Caraïbes. Deuxièmement, il y a un très fort désir, évident, des pays d'Amérique latine et Caraïbes, pour renforcer leurs liens politiques, économiques, culturels avec l'Europe. J'avais rarement ressenti cette impression de façon aussi forte. Alors, je sais bien qu'il y a un lien traditionnellement fort entre l'Amérique latine et l'Europe.

L'Europe est le premier investisseur en Amérique latine, le deuxième partenaire commercial, l'Europe est également un partenaire culturel essentiel, mais la tradition me semble beaucoup plus fortement exprimée aujourd'hui qu'elle ne l'était ces derniers temps. Il y a un vrai besoin d'Europe exprimé par l'ensemble des Chefs d'Etat et de Gouvernement, des représentants des peuples latino-américains et de la Caraïbe. C'est très net. Il y a à cela, probablement, un certain nombre de raisons qui sont liées à l'évolution de ces peuples et notamment à l'élan démocratique et au développement économique que connaissent incontestablement l'Amérique latine et la Caraïbe actuellement, même s'ils sont encore marqués par une très grande pauvreté, hélas. Mais il y a un besoin manifeste d'Europe.

Alors, nous avons eu des discussions approfondies, à l'occasion de ces tables rondes et de cette réunion globale. Nous avons eu, bien entendu, hier soir et dans la journée, un certain nombre de contacts bilatéraux. Tout cela est confirmé par la déclaration qui a été distribuée ou qui va l'être tout à l'heure. Cela confirme les progrès accomplis dans les deux priorités que nous avons fixées au Mexique en 2004, c'est-à-dire la cohésion sociale et le multilatéralisme.

Il y a une prise de conscience de plus en plus forte des exigences de la cohésion sociale, ce qui implique notamment la lutte contre la pauvreté, et la pauvreté extrême, qui marquent encore beaucoup de ces pays et de ces régions, et la conscience que seul le multilatéralisme peut apporter une réflexion et une solution aux problèmes de cette région -et du monde, d'ailleurs. Désir de coopération également, au-delà des problèmes culturels ou économiques manifestés dans un engagement au profit de Haïti. J'ai eu l'occasion de soutenir fortement cette position et je dois dire qu'elle a été exprimée à la fois avec beaucoup de coeur et beaucoup de compétence par Mme BACHELET, à l'occasion de la réunion de travail du déjeuner, qui a demandé, notamment au lendemain des élections et avec l'espoir d'un retour à la stabilité démocratique en

Haïti, que la communauté internationale, c'est-à-dire en réalité essentiellement les communautés latino-américaine et européenne, fasse un effort supplémentaire et apporte tous les moyens nécessaires pour le nouveau gouvernement haïtien qui sera installé dimanche, en présence du ministre français des Affaires étrangères, qui représentera notre pays. Pour que l'on puisse donner une nouvelle chance ou une première chance, en vérité, à ce pays de trouver sa place dans un système stable, démocratique et en développement.

Il va de soi que, sur le plan politique, j'ai senti qu'on avait peut-être plus pris conscience qu'à l'occasion des précédents sommets ou des précédentes réunions -et je le répète, j'y vois l'évolution de la mentalité politique en Amérique latine-, de la nécessité de faire des efforts plus importants, notamment pour renforcer la coopération globale face aux menaces, menaces contre la paix que représentent le terrorisme, la criminalité, la prolifération. C'est peut-être, là encore, une conscience nouvelle prise par l'ensemble des responsables d'Amérique latine -les Européens en avaient parfaitement conscience-, pour relever également le défi de la crise écologique. Jusqu'ici, on pouvait d'ailleurs le comprendre, un certain nombre de ces pays, soit pour ne pas être gênés dans leur développement économique, soit par, fatalité ou ignorance des problèmes, ne se préoccupaient pas beaucoup du problème écologique et du respect de l'environnement. On a senti, à l'occasion de ce sommet, un vrai intérêt se manifester à cet égard. Peut-être pas encore déterminant mais, sans aucun doute, positif. Je m'en suis aperçu en particulier dans le soutien que j'ai recueilli sur la proposition qui est, vous le savez maintenant, déjà traditionnelle pour la France, de création d'une véritable organisation des Nations Unies pour l'environnement. Je crois que nous ne maîtriserons pas les problèmes de l'environnement, qui sont de plus en plus actuels et de plus en plus pressants, s'il n'y a pas une organisation internationale et une capacité d'imposer des solutions. Cette idée a fortement progressé et j'y ai été sensible et un certain nombre de pays se sont exprimés clairement pour soutenir notre position dans ce domaine. Ce n'est pas vrai de tous encore, mais l'idée a fortement progressé.

Nous devons également prendre davantage conscience des problèmes qui sont les problèmes sociaux, et qui sont conditionnés par une évolution économique certes positive, dirigée, orientée vers la croissance, mais qui a encore besoin d'être impulsée. D'où, la décision que nous avons prise -je parle de l'Europe-, d'ouvrir des négociations sur un accord d'association avec le marché commun d'Amérique centrale.

Nous aurions souhaité pouvoir également le faire pour ce qui concerne la communauté andine mais celle-ci, vous le savez, connaît actuellement quelques problèmes intérieurs qu'il ne m'appartient pas de commenter ni de juger, mais qui ne nous ont pas permis, en tout les cas, de faire le même progrès qu'avec le marché commun d'Amérique centrale. En revanche, nous poursuivons les discussions de façon positive en vue d'un accord d'association avec le Mercosur. Il faut également renforcer la cohésion sociale et mieux combattre la pauvreté, les inégalités, les injustices, la situation d'un certain nombre de minorités qui sont, indiscutablement, maltraitées et devraient être mieux traitées.

Enfin, nous avons également décidé de donner plus de contenu à nos échanges d'étudiants, car c'est la clé du développement pérenne de nos échanges. Et, là encore, j'ai proposé que l'Europe augmente son financement pour ce qui concerne les bourses et l'accueil des étudiants latino-américains dans nos grandes écoles et nos universités. Là encore, nous avons pris une décision positive.

Voilà, en gros, l'état d'esprit tel que je l'ai observé. Une évolution, je le répète, que j'estime positive, importante, intéressante et qui, je pense, est porteuse d'un renforcement encore des liens traditionnels, historiques, culturels et aujourd'hui économiques qui existent entre l'Europe et l'Amérique latine.

QUESTION - Monsieur le Président, qu'en est-il des hydrocarbures ? Le Président MORALES a dit, hier, qu'il n'y aurait pas d'indemnisation et aujourd'hui, il dit qu'il n'y a pas de spoliation. Est-ce que vous pensez qu'à la suite des nationalisations qui concernent vingt-six compagnies étrangères, dont Total, la position de la Bolivie s'est éclaircie ou est un peu plus claire qu'hier ?

LE PRESIDENT - Il ne m'appartient pas de me prononcer pour la Bolivie. Je peux seulement vous

donner mon sentiment, mon impression. Vous savez que, tout de suite après son élection, j'ai reçu le Président MORALES à Paris. Nous avons eu, ce matin, un entretien en tête-à-tête, au cours duquel il m'a fait part de ses impressions, qui ne sont pas exactement celles que j'avais cru déceler dans les commentaires que j'avais lus ou entendus hier.

Le Président MORALES -mais là, je parle, c'est mon impression personnelle, je ne l'engage ni de près, ni de loin-, m'a paru tout à fait déterminé à développer une politique économique qui permette de créer des richesses et de mieux les distribuer, donc soucieux de sa politique économique. Ce qui implique, naturellement, un souci concernant le développement des investissements et donc des investissements étrangers, soucieux que la richesse énergétique de son pays soit gérée sous la responsabilité du gouvernement et du peuple boliviens. Ce que l'on peut parfaitement comprendre. Mais soucieux, m'a-t-il semblé, d'avoir avec les entreprises énergétiques concernées un dialogue et un accord qui exclut, c'est ce que j'ai compris, tout esprit d'expulsion ou de spoliation.

Voilà, ce que j'ai compris de mon entretien, ce matin, avec le Président MORALES qui est un homme tout de même éminemment respectable, d'abord parce qu'il est président mais surtout parce que c'est un homme qui a rendu son honneur à une population majoritaire dans son pays, très majoritaire et qui, il faut bien le dire, l'avait un peu perdu depuis quatre ou cinq siècles.

QUESTION - Ce n'est pas un sujet abordé au cours de ce sommet, mais je souhaiterais vous poser une question sur l'affaire Clearstream, si vous le permettez. Chaque jour qui passe apporte son lot de révélations qui empoisonnent la vie politique et le gouvernement. Pensez-vous que c'est tenable et est-ce que vous pensez que l'on cherche à vous atteindre ?

LE PRESIDENT - Cher monsieur, j'ai l'eu l'occasion, je suis sûr que cela ne vous a pas échappé, de m'exprimer publiquement sur ce sujet, il y a deux jours. Je n'ai rien de plus à dire. J'ajoute que, vous le savez aussi, vous avez suffisamment d'expérience, je n'ai pas pour habitude de commenter la politique intérieure française lorsque je suis à l'étranger.

QUESTION - Est-ce que, quand même, cette affaire, qui suit les émeutes dans les banlieues et la crise du CPE n'est pas de nature à nuire à la capacité d'action du gouvernement français en Europe et dans le monde ?

LE PRESIDENT - En tous les cas, non. Je veux dire par là que j'ai pensé que vous évoqueriez l'Europe, c'est dans votre vocation, et je vais vous répondre sur ce point en particulier, s'agissant de l'Europe. S'agissant du monde, pour autant que l'on puisse dire que l'Amérique latine et la Caraïbe sont le monde, mais enfin c'est une partie du monde, je peux vous rassurer et vous dire que la position de la France telle qu'elle s'est exprimée aujourd'hui, telle qu'elle a été accueillie et les résultats tels qu'on les a observés, montrent que cette inquiétude n'a pas lieu d'être, en ce qui concerne en tous les cas l'autorité et les initiatives qui peuvent être prises par notre pays. Sur l'Europe, je vous dirai la même chose. J'ai eu un long entretien, hier et aujourd'hui, avec le Président BARROSO, parce que je tenais à lui confirmer mon accord et à le remercier sur la déclaration qu'il a faite mercredi, en compagnie de sa vice-Présidente, Mme WALSTROM, pour ce qui concerne les perspectives et l'avenir de l'Union européenne, ce qui est évidemment un souci.

Alors, j'ai tenu d'abord à lui dire que son orientation, son point de vue, ses propositions avaient l'appui complet de la France. Un appui d'autant plus complet qu'il développe, en réalité -ce qu'il m'a fait remarquer-, les thèses que je développe depuis un an. A savoir, d'abord, privilégier l'Europe des projets et des résultats, ce qui est sans aucun doute le meilleur moyen de rabibocher, si j'ose dire, l'Europe avec les Européens. En tous les cas, avec les Européens sceptiques.

Nous avons été heureux, c'est ce que j'ai dit au Président BARROSO, de trouver dans l'ensemble de ses propositions, toutes celles que j'ai eu l'occasion de faire depuis un an. Sans préjudice de ce qui se passera pour le traité constitutionnel, la recherche des améliorations nécessaires au fonctionnement des institutions, mais dans le cadre des traités. Les institutions doivent être, sans aucun doute, améliorées et c'était l'objectif de la Constitution. Elles peuvent être également améliorées dans le cadre du fonctionnement des traités. Le Président BARROSO et la Commission, en réalité, puisqu'il s'exprimait au nom de la Commission, ont repris ce thème de la

Commission, en réalité, puisqu'il s'exprimait au nom de la Commission, ont repris ce thème de la façon la plus claire.

D'autre part, engager une réflexion sur la stratégie d'élargissement et la stratégie d'absorption, et vous savez que j'avais fait des propositions sur ce point, en disant qu'on ne pouvait pas continuer à élargir l'Europe sans prendre un minimum de précautions et sans en discuter. Sans savoir quelles sont les conditions qui doivent être respectées, notamment sur le plan financier, sur le plan institutionnel, sur le plan politique, c'est-à-dire de l'accord des opinions publiques. Et ce débat, qui devait être celui du mois de juin, au prochain Conseil, concernant la stratégie d'élargissement et la capacité d'absorption, est très exactement la proposition qu'a faite le Président BARROSO.

De la même manière, j'avais demandé -et ceci est repris également de façon précise dans les propositions de la Commission- que l'on prenne davantage en compte la dimension sociale dans la réalisation du marché intérieur. Donc, je n'ai pu qu'approuver les propositions exprimées par le Président BARROSO et je le lui ai donc fait savoir.

Mais cela me permet également de dire sur ce point, compte tenu des quelques observations que j'ai pu faire ici ou là, que, contrairement à une observation un peu rapide des choses, l'Europe n'est pas en panne. Cela ne veut rien dire, l'Europe est en panne. Elle continue normalement à fonctionner, l'Europe. Elle pourrait peut-être fonctionner mieux, autrement, mais elle continue à fonctionner. Je prendrai simplement quatre exemples. La relance de l'Europe des projets.

Je me permets de vous rappeler qu'après avoir discuté à Paris avec Tony BLAIR pour la préparation du Sommet européen de Hampton Court, Tony BLAIR m'avait dit que, pour toutes sortes de raisons, je ne pouvais pas les contester, il ne souhaitait pas à ce moment-là qu'on évoque le problème du budget et qu'il préférerait que l'on évoque le problème des projets, et qu'il me demandait donc d'ouvrir ce débat à Hampton Court, en proposant des projets à mettre en oeuvre en priorité, pour marquer que l'Europe avançait.

C'est ce que l'on a fait sur un certain nombre de sujets qui ont été intégralement repris et l'Europe avance sur ce point. Nous avons, en particulier, pris des décisions concernant la recherche et notamment l'affectation d'une partie des fonds propres de la Banque européenne d'investissement, à un système permettant de pratiquement doubler sur la période 2007-2013 l'effort européen de recherche. Et cela, c'est une décision que j'avais proposée à Hampton Court, qui a été adoptée dans son principe au dernier Conseil européen et qui va être mise en oeuvre, le Président BARROSO l'a confirmé, dans les toutes prochaines semaines.

De la même façon, il y avait cette affaire de la directive BOLKENSTEIN, sur laquelle on a dit et écrit tout et son contraire, mais qui était incontestablement incompatible avec notre conception, notre vision, du modèle social européen. Cette directive BOLKESTEIN, nous nous sommes battus pour qu'elle soit profondément modifiée et qu'elle redevienne compatible avec le modèle social européen. C'est ce qui a été fait. Cela a tout de même été, là aussi, un progrès important mais ce n'était pas un sujet tellement facile, parce qu'il n'y avait pas une totale unanimité de vues, vous le savez bien, sur le plan européen.

De la même façon, nous disions depuis plus d'un an qu'il fallait absolument avoir une politique énergétique européenne. On l'a ! On l'a décidée. Nous l'avions proposée à Hampton Court, elle a été décidée au dernier conseil européen. Elle se développe normalement. Elle se développe à partir d'idées qui étaient celles du mémorandum français, lequel a directement inspiré le Livre vert de la Commission qui est purement et simplement une reprise quasiment intégrale des propositions du mémorandum français. Vous connaissez ces sujets, je n'ai pas besoin de les souligner.

Donc je voulais simplement vous dire que sur le plan européen, j'ai été heureux de cette discussion avec le Président BARROSO et de voir que les choses progressaient, que l'on ne se laissait pas aveugler par une situation politique déterminée, même si on peut la regretter, mais que l'on était déterminé à aller de l'avant et que, pour aller de l'avant, les propositions et l'influence de la France étaient déterminantes. C'est ce que Monsieur BARROSO me disait tout à l'heure, et à juste titre, et c'est ce qu'il a prouvé dans sa conférence de presse de mercredi.

QUESTION - Monsieur le Président, je suis un latino-américain et je suis très préoccupé du sort

des mes compatriotes à cause de la loi qui va être votée au Parlement français, celle que l'on appelle la loi SARKOZY, du nom du ministre de l'Intérieur. Quel est votre avis, alors que nous savons que il va y avoir des renvois aux frontières ?

LE PRESIDENT - Je vais vous dire deux choses. Vous n'avez pas à être inquiet, notamment pour vos compatriotes. D'ailleurs, vous n'avez pas à être inquiet pour une raison simple : ceux qui sont en règle n'ont rien à craindre, par définition. Et ceux qui ne sont pas en règle auraient mieux fait de ne pas venir. Donc les choses seront traitées, vous l'imaginez, avec toute l'humanité nécessaire.

Nous n'avons pas, en France, de tradition de cette nature, qui ne respecterait pas l'humanité nécessaire. Mais il faut également -et ceci est un problème plus général, c'est-à-dire un problème européen-, avoir un minimum de cohérence dans une politique d'immigration. Sinon on crée davantage de problèmes que l'on en résout. Mais ne vous inquiétez pas !

QUESTION - Monsieur le Président, la France et la Grande-Bretagne essaient de faire adopter par le Conseil de Sécurité un projet de résolution élaboré en commun, se fondant sur le Chapitre VII, qui permet l'utilisation de la force contre l'Iran. Ne trouvez-vous pas, Monsieur le Président, que ce projet de résolution est en contradiction avec la position de la France, qui refuse ou qui ne préfère pas le recours aux moyens militaires contre ce pays ?

LE PRESIDENT - D'abord, cette résolution est en cours de négociation. Donc, elle n'est pas encore prise. Deuxièmement, notre objectif, et c'est un objectif auquel la France souscrit complètement, c'est que l'on soit en mesure d'imposer les décisions prises par le Conseil de Sécurité. Le Conseil de Sécurité se prononcera sur le rapport de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique. Notre souci, c'est que le Conseil de Sécurité soit entendu et je dirais obéi. On ne peut pas vouloir une organisation mondiale cohérente, efficace et ne pas se préoccuper de ce que décide le Conseil de Sécurité, seule organisation capable, susceptible de prendre des décisions.

Vous avez évoqué le chapitre VII. Nous ne sommes pas contre le fait que le chapitre VII soit mentionné. Mais je voudrais vous rappeler que le chapitre VII n'implique pas du tout automatiquement ni la prise de sanction, ni le recours à la force. Donc, notre objectif, c'est simplement d'avoir une résolution qui puisse être suivie d'effet, c'est-à-dire qui puisse être obéie.

QUESTION - Permettez-moi de revenir sur l'affaire Clearstream, Monsieur le Président. Je sais bien que cette affaire est dans les mains de la justice, que vous en avez dénoncé les rumeurs et les calomnies. Cependant, les révélations se poursuivent, le Général RONDOT qui est quelqu'un, je crois, assez estimé, laisse entendre que vous étiez au courant de cette affaire. Qu'en pensez-vous ? Pour vous s'agit-il d'une manipulation destinée à salir des hommes politiques, en étiez-vous au courant ?

LE PRESIDENT - Chère Madame, j'avais le sentiment de m'être exprimé et je n'ai rien à ajouter à ce que vous ai dit tout à l'heure.

QUESTION - Qu'est-ce que Haïti peut espérer de la France en particulier, Monsieur le Président, et de ce sommet de l'Europe en général ?

LE PRESIDENT - Beaucoup de choses de la France, de l'Europe et du Sommet. Premièrement, de la France, une solidarité complète. Il y a un très vieux lien entre Haïti et la France et, je dirais, une affection partagée. Certes, Haïti a connu une évolution politique mouvementée et, je dirais, contestable mais cela ne change rien aux sentiments. Aujourd'hui, la situation laisse espérer une évolution positive.

Il y a eu des élections. Je n'ai pas eu le sentiment qu'elles aient été contestées, elles n'étaient pas contestables. Il y a un président qui va être officiellement investi dimanche. Haïti peut compter sur la solidarité politique, économique, financière et culturelle de la France. C'est le premier point.

Pour l'Europe, nous avons longuement évoqué ses problèmes pour soutenir la contribution de l'Europe à un niveau élevé, au développement économique nécessaire, aujourd'hui, à Haïti pour des raisons à la fois sociales et économiques. Donc l'Europe est bien décidée à faire le nécessaire. J'ai rappelé tout à l'heure dans mon intervention, que la France demandait que les

quelque cinq cent millions de dollars qui sont prévus pour le développement en Haïti soient immédiatement mis en place.

Enfin, sur le plan latino-américain, il y a eu une vraie solidarité qui s'est exprimée. Elle s'est exprimée d'abord dans le cadre de la participation d'un certain nombre de pays latino-américains, sur le terrain, pour ce qui concerne la sécurité dans le cadre de l'ONU. Elle s'est exprimée ensuite sur le plan matériel et financier et enfin, notamment par la bouche de Mme BACHELET, Présidente du Chili, par une volonté politique claire de soutenir au maximum les efforts du nouveau Président et du nouveau gouvernement d'Haïti, pour se développer sur le plan économique et surtout pour répondre aux exigences extrêmement urgentes de la solidarité sociale.

QUESTION - Monsieur le Président, ma question concerne les protestations et manifestations des jeunes Français. Qu'est-ce que cela a changé en politique et qu'est-ce que les autres pays ont à apprendre de ces mouvements de jeunesse ?

LE PRESIDENT - D'abord, qu'est-ce que ça a changé ? Cela a fait prendre conscience, notamment en France, de la situation qui était celle d'un certain nombre de jeunes, notamment de jeunes issus de l'immigration mais pas seulement, qui se trouvent dans une situation de non emploi qui est inacceptable. Et donc, conscience de la priorité absolue qu'il faut donner à l'emploi des jeunes. Alors, c'est plus facile à dire qu'à faire, mais c'est la première conséquence qu'il faut en tirer. De même, d'ailleurs, que la nécessité d'accélérer la politique de cohésion sociale, qui a été lancée déjà depuis plus d'un an, par le Gouvernement, pour essayer de répondre à la situation qui existe dans un certain nombre de quartiers difficiles, notamment autour des grandes villes.

Alors, qu'est-ce que l'on peut en conclure à l'étranger ? Vous savez, toutes les expériences sont utiles, parce que ce qui s'est passé en France peut très bien se passer ailleurs, sous une forme ou sous une autre. Chaque pays a ses réactions psychologiques et elles ne sont naturellement pas comparables. Mais enfin, elles sont de même nature et donc l'expérience, si j'ose dire, française, expérience malheureuse, dont nous devons tirer toutes les conséquences, peut aussi être utile pour un certain nombre de pays étrangers qui ont des problèmes de même nature, notamment pour ce qui concerne le chômage des jeunes.

Je vous remercie.